



---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 64

## **Loi concernant le calcul des intérêts applicables à une créance fiscale**

---

**Présentation**

**Présenté par  
M. Yves Séguin  
Ministre du Revenu**



---

**Éditeur officiel du Québec  
1990**

## NOTES EXPLICATIVES

*Ce projet de loi modifie les articles 1030 de la Loi sur les impôts et 28.2 de la Loi sur le ministère du Revenu pour prévoir une période unique pour le calcul des intérêts effectué après la date légale de production d'un document, lorsqu'un avis de cotisation et un avis de perception sont émis à l'égard d'une même entreprise.*

*Ces modifications ne s'appliquent pas à l'égard d'une créance fiscale résultant d'un avis de cotisation émis suite à la production par un particulier de sa déclaration fiscale personnelle.*

### LOIS MODIFIÉES PAR CE PROJET:

- 1° Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3);
- 2° Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., chapitre M-31).

## Projet de loi 64

### Loi concernant le calcul des intérêts applicables à une créance fiscale

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

**1.** L'article 1030 de la Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3) est modifié par le remplacement du paragraphe 4 par le suivant:

«4. Aux fins du calcul des intérêts exigibles, lorsqu'un contribuable paie au ministre ou à une institution financière autorisée par le ministre la totalité ou une partie du montant qu'il doit payer suite à un avis de cotisation, la date de ce paiement est réputée être la date du dépôt à la poste de l'avis de cotisation si le paiement est fait avant le vingt et unième jour du mois qui suit celui au cours duquel l'avis de cotisation a été mis à la porte.

Il en va de même lorsque ce paiement se fait par la remise au ministre, avant le jour prévu au premier alinéa, d'un effet de commerce échéant avant ce jour. ».

**2.** L'article 28.2 de la Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., chapitre M-31) est remplacé par le suivant:

«**28.2** Aux fins de l'article 28, lorsqu'un contribuable paie au ministre ou à une institution financière autorisée par le ministre, après l'expiration du délai prévu au paragraphe 4 de l'article 1030 de la Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3) mais avant le vingt et unième jour d'un mois subséquent, la totalité ou une partie du montant qu'il doit payer suite à un avis de cotisation, le ministre peut ne pas exiger le paiement de l'intérêt exigible sur ce montant pour la période s'étendant du premier jour de ce mois jusqu'au jour du paiement.

Il en va de même lorsque ce paiement se fait par la remise au ministre, avant le vingt et unième jour d'un mois, d'un effet de commerce échéant avant ce jour.

Le présent article s'applique également à l'égard d'un montant réclamé en vertu de l'article 12.2. ».

**3.** Les articles 1 et 2 ne s'appliquent pas dans le cas d'un paiement fait au ministre par un particulier suite à un avis de cotisation émis en application des dispositions suivantes :

*a)* la Loi sur les droits successoraux (L.R.Q., chapitre D-13.2) telle qu'elle se lisait avant son abrogation par l'article 6 du chapitre 15 des lois de 1986, à l'égard des successions ouvertes avant le 28 mai 1986;

*b)* les articles 220.2 à 220.13 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1);

*c)* la partie I de la Loi sur les impôts, à l'exception de l'article 1034, et les parties II à VII de cette loi, lorsque le particulier est tenu d'acquitter le montant autrement qu'à titre de mandataire du ministre;

*d)* la partie VIII de la Loi sur les impôts, telle qu'elle se lisait avant son abrogation par l'article 208 du chapitre 15 des lois de 1986, à l'égard d'un don fait avant le 24 avril 1985;

*e)* la Loi sur le remboursement d'impôts fonciers (L.R.Q., chapitre R-20.1);

*f)* la Loi sur le supplément au revenu de travail (L.R.Q., chapitre S-37.1) telle qu'elle se lisait avant son abrogation par l'article 188 du chapitre 4 des lois de 1988.

**4.** La présente loi entrera en vigueur à la date fixée par le gouvernement.